



DELEGATION PARIS NORMANDIE
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES N°2024AOO039

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

Objet : Fourniture et livraison d'éléments permettant de doter le dispositif PELICAEN du CMAP de microscopie hyper spectrale de luminescence induite par faisceaux d'ions, électrons et laser

CODE NACRES :

MA.24 : MICROSCOPIE ELECTRONIQUE ET IONIQUE : AUTRE MATERIEL ET PIECES DETAC.
HORS N1

MA.44 : MICROSCOPES PHOTONIQUES ET DE FLUORESCENCE

CODES CPV :

38519100	Illuminateurs pour microscopes
38515200	Microscope à fluorescence

ACHETEUR :

CNRS-Délégation Paris-Normandie
3 rue Michel Ange
75794 PARIS Cedex 16

FORME CONTRACTUELLE :

Accord-cadre à prix mixte (prix unitaires et forfaitaires) passé selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 de code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de fournitures soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales aux marchés publics de fournitures courantes (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 31 mars 2021.



PREAMBULE

Le Centre national de la recherche scientifique (ci-après « CNRS ») est un organisme public de recherche (Etablissement public à caractère scientifique et technologique, EPST, placé sous la tutelle du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation). Il produit du savoir et met ce savoir au service de la société.

Sa gouvernance est assurée par un président-directeur général, assistés de directeurs généraux délégués.

Avec plus de 33 000 personnes, un budget de 3,5 milliards d'euros et une implantation sur l'ensemble du territoire national, le CNRS exerce son activité dans tous les champs de la connaissance, en s'appuyant sur plus de 1100 laboratoires.

Présent dans tous les champs de la connaissance

Principal organisme de recherche à caractère pluridisciplinaire en France, le CNRS mène des recherches dans l'ensemble des domaines scientifiques, technologiques et sociétaux. Il couvre la totalité de la palette des champs scientifiques.

Le CNRS est présent dans toutes les disciplines majeures regroupées au sein de 10 instituts et développe, de façon privilégiée, des collaborations entre spécialistes de différentes disciplines, et tout particulièrement avec l'université, ouvrant de nouveaux champs d'investigations qui permettent de répondre aux besoins de l'économie et de la société.

Présent sur tout le territoire national

17 délégations en région assurent une gestion directe et locale des laboratoires et entretiennent les liens avec les partenaires locaux et les collectivités territoriales.



SOMMAIRE

PREAMBULE	2
SOMMAIRE	3
LISTE DES ABREVIATIONS	5
CONTEXTE DE L'ACHAT	6
I. OBJET DU MARCHÉ.....	6
1.1. <i>Objet du marché</i>	6
1.2. <i>Forme contractuelle et type de passation</i>	6
1.3. <i>Modalités d'exécution du marché</i>	6
1.4. <i>Affermissement de la tranche optionnelle :</i>	7
1.5. <i>Lieu d'exécution des prestations</i>	7
1.6. <i>Prescripteur</i>	7
1.7. <i>Service en charge du suivi administratif et financier du CNRS</i>	7
1.8. <i>Service en charge du suivi administratif et financier du CEA</i>	8
II. DUREE ET DELAI D'EXECUTION	8
2.1. <i>Durée du marché</i>	8
2.2. <i>Délais de livraison du marché :</i>	8
III. DOCUMENTS CONTRACTUELS APPLICABLES AU PRESENT MARCHÉ	9
IV. CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
4.1. <i>Description des équipements attendus</i>	9
4.2. <i>Modalités de livraison</i>	10
4.3. <i>Mesures de sécurité</i>	10
4.4. <i>Certification et sécurité des personnels</i>	11
4.5. <i>Mesures de portée générale</i>	11
4.6. <i>Lieu de livraison et délai de prévenance</i>	12
4.7. <i>Stockage, emballage et transport</i>	13
4.8. <i>Gestion de suivi</i>	13
4.9. <i>Modalités des échanges entre les parties</i>	13
4.10. <i>Les intervenants</i>	13
4.11. <i>Clauses environnementales</i>	13
V. CLAUSE DE REEXAMEN	14
5.1. <i>Prolongation des délais d'exécution initialement prévus pour toute cause non imputable au titulaire et faisant obstacle à l'exécution du marché</i>	14
5.2. <i>Pénurie des matières premières provoquant un allongement des délais d'approvisionnement</i>	14
5.3. <i>Évolutions technique proposée par le titulaire</i>	15
VI. CATALOGUE(S) ET TRANSMISSION DES TARIFS POUR LES COMMANDES ET CLAUSE DE SAUVEGARDE SUR LES TARIFS CATALOGUE	15
VII. OBLIGATIONS DES PARTIES	16
7.1. <i>Obligations du CIMAP</i>	16
7.2. <i>Obligation du titulaire</i>	16
7.3. <i>Propriété intellectuelle</i>	16
VIII. CONFIDENTIALITE & PROTECTION DES DONNEES.....	16
8.1. <i>Obligation de confidentialité</i>	16
8.2. <i>Protection des données</i>	17
IX. VERIFICATIONS	19

X.	ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	19
XI.	GARANTIES	20
XII.	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	20
12.1.	<i>Responsabilités</i>	20
12.2.	<i>Assurance</i>	20
XIII.	DISPOSITIONS FINANCIERES	20
13.1.	<i>Nature du prix</i>	20
13.2.	<i>Modalités de révision des prix</i>	21
XIV.	AVANCE	22
14.1.	<i>Applicabilité</i>	22
14.2.	<i>Modalités de règlement et de récupération de l'avance</i>	22
XV.	VERSEMENT DES ACOMPTES	23
XVI.	MODALITES DE REGLEMENT	23
XVII.	PENALITES	25
XVIII.	RESILIATION	26
18.1.	<i>Résiliation sans faute</i>	26
18.2.	<i>Résiliation pour faute</i>	26
18.3.	<i>Redressement ou liquidation judiciaire</i>	27
XIX.	LITIGES	27
XX.	DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG/FCS	27
	<i>Cette liste est non exhaustive.</i>	27



LISTE DES ABREVIATIONS

AE	Acte d'engagement
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives
CIMAP	Centre de recherches sur les ions, les Matériaux et la Photonique
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CPV	Common Procurement Vocabulary - vocabulaire commun pour les marchés publics
DDP	Opérations et les frais de dédouanement éventuels
DPU	DELIVERED AT PLACE UNLOADED
DRPN	Délégation régionale Paris-Normandie
EPST	Etablissement public à caractère scientifique et technologique
FCS	Fournitures courantes ou services
FSD	Fonctionnaire de Sécurité et de Défense
HT	Hors taxes
Incoterms	International Commercial Terms
IRAMIS	Institut de Rayonnement Matière de Saclay
MA	Microscopie - profilometrie : matériel, accessoires et consommables
NACRES	Nomenclature Achats Recherche Enseignement Supérieur
RD	Mécanique et automatique : services et fournitures a façon
RC	Règlement de la consultation
RGPD	Règlement général sur la protection des données personnelles
SCTD	Service centralisé de traitement de la dépense
SFC	Service financier et comptable
TTC	Toutes taxes comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UMR	Unité Mixte de Recherche
VA	Vide et ultravide : équipements pour le vide et pour les techniques sous vide
VSR	Vérification de service régulier
ZRR	Zones à Régime Restrictif

Dans le présent CCAP :

- Les termes “équipement”, “fourniture” et “matériel” désignent indifféremment le matériel à fournir pour le présent marché ;
- Le terme “Titulaire” désigne la société qui se voit attribuer le marché ;
- Le terme “Marché” désigne le contrat conclu entre le CNRS et le Titulaire.



CONTEXTE DE L'ACHAT

Dans l'objectif de renforcer la structuration au niveau national d'un réseau technologique pour les applications scientifiques et industrielles des capteurs de diamant, le CEA, le CNRS et l'ENS ont signé un accord de consortium dénommé projet EQUIPEX+ e-DIAMANT (ci-après désigné sous le terme le « Consortium ») portant sur l'acquisition et le développement d'équipements scientifiques aux plus hauts standards internationaux pour mettre au point des capteurs quantiques à base d'échantillons de diamants monocristallins obtenus par croissance CVD assistée par plasma.

Afin de répondre au besoin du Consortium d'acquérir l'Equipement, le CEA et le CNRS décident de créer un groupement de commandes et de désigner le CNRS comme coordonnateur au sens des articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la commande publique afin de mettre en place le marché public permettant l'acquisition de l'Equipement.

Le Groupement est constitué afin d'organiser, dans le respect des règles de la commande publique, les démarches de conclusion du Marché relatif à la fourniture et livraison d'un dispositif de microscopie hyperspectrale de luminescences induites par faisceaux d'ions, d'électrons et laser.

I. OBJET DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la **fourniture et la livraison d'éléments permettant de doter le dispositif PELICAEN du CIMAP de microscopie hyper spectrale de luminescences induites par faisceaux d'ions, électrons et laser.**

Ce marché est passé par la Délégation régionale Paris-Normandie du CNRS pour le compte :

- Du Centre de recherche sur les Ions, les MATériaux et la Photonique (**CIMAP**), rattaché à la Délégation Paris-Normandie du CNRS,
- Du Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives (**CEA**), représenté par l'Institut Rayonnement Matière de Saclay (IRAMIS) de la Direction de la recherche Fondamentale (DRF).

1.2. Forme contractuelle et type de passation

Accord-cadre à prix unitaires et forfaitaires passé selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 de code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de fournitures soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales aux marchés publics de fournitures courantes (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 31 mars 2021.

1.3. Modalités d'exécution du marché

Le marché n'est pas alloti.

Le présent marché est passé sous la forme de marché à tranches en application des articles R.2113-4 à R.2113-6 du CCP.

Pour la tranche ferme, le Titulaire réalise les prestations suivantes :



- La fourniture et la livraison d'éléments permettant de doter le dispositif PELICAEN de microscopie hyper spectrale de luminescences induites par faisceaux d'ions, électrons et laser

Pour la tranche optionnelle, le Titulaire réalise la prestation suivante :

- Extension de garantie réglementaire d'un an sur l'ensemble des éléments de la tranche ferme, prenant la forme d'un contrat de garantie d'un an.

L'acheteur se réserve le droit de retenir ou non cette prestation pendant l'exécution du marché.

En cas de non affermissement ou retard d'affermisssement, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

1.4. Affermissement de la tranche optionnelle :

L'affermisssement de la tranche optionnelle, suite à la livraison du matériel, peut se déclencher jusqu'à la fin de la première année de garantie.

La décision d'affermisssement de la tranche optionnelle fera l'objet d'une décision d'affermisssement.

1.5. Lieu d'exécution des prestations

La livraison doit avoir lieu à l'adresse suivante :

**CIMAP
Boulevard Henri Becquerel CS 65133
14076 CAEN Cedex 05**

Le laboratoire est une zone à régime restrictif (ZRR), donc toutes les personnes extérieures doivent être accompagnées en permanence par une personne du laboratoire et seule la salle concernée par l'installation sera accessible.

Les modalités d'exécution sont indiquées dans le CCTP.

1.6. Prescripteur

Le présent marché est passé par la délégation Paris-Normandie du CNRS, dans le cadre d'une mutualisation entre le CNRS et le CEA, pour le compte de l'unité suivante : le Centre de recherche sur les Ions, les Matériaux et la Photonique (**CIMAP**).

Le laboratoire est une zone à régime restrictif (ZRR). Pendant la présence du personnel externe, il devra être accompagné en permanence par un membre du laboratoire et seuls les accès aux salles concernées par l'installation seront autorisés.

1.7. Service en charge du suivi administratif et financier du CNRS

Le service chargé du suivi administratif est le secteur Achats du Service Financier et Comptable (SFC) de la délégation régionale Paris-Normandie du CNRS. La correspondance relative au marché doit lui être transmise à l'adresse suivante :

CNRS – Délégation Paris-Normandie
Service Financier et Comptable
Secteur Achats



3 rue Michel Ange
75794 PARIS Cedex 16

1.8. Service en charge du suivi administratif et financier du CEA

Le service chargé du suivi administratif est :

CEA Saclay
Bâtiment 462 – PC 53
91191 GIF-SUR-YVETTE

II. DUREE ET DELAI D'EXECUTION

2.1. Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Il peut faire l'objet de trois (3) reconductions tacites, à chaque date anniversaire, pour une durée d'un (1) an chacune sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

En cas de décision de non-reconduction, le titulaire concerné est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre (date d'effet) par tout moyen permettant de donner date certaine de réception.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Les bons de commande pourront s'exécuter jusqu'à six (6) mois après la fin de l'accord-cadre, à condition qu'ils aient été émis avant la date de son expiration.

Le CNRS se réserve le droit de conclure un nouvel accord-cadre avant la fin du présent accord-cadre afin de garantir la continuité d'exécution des prestations. Toutefois, l'exécution des prestations de ce nouvel accord-cadre ne pourra débuter avant la fin de l'accord-cadre passé précédemment sur un même territoire donné.

Le titulaire reste engagé jusqu'à la fin des prestations de maintenance et la fin de la période de garantie contractuelle.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période de l'extension de garantie.

2.2. Délais de livraison du marché :

Le délai de livraison est celui proposé par le titulaire dans son offre.

Néanmoins, le marché dispose **d'un délai maximum de livraison indiquée dans le CCTP qui ne peut dépasser fin octobre 2026.**

Tout logiciel (commande et/ou analyse) pouvant être livré et opérationnel avant livraison finale du matériel devra être fourni dès que possible afin d'anticiper la formation et d'être suffisamment prêt au moment de la réception finale et la mise en exploitation.



Les délais d'exécution des prestations sont précisés dans chaque bon de commande concerné et conformes aux engagements pris par le titulaire dans son offre.

Le non-respect des délais d'exécution peut donner lieu à l'application de pénalités pour retard, conformément à l'article XVI du présent CCAP.

III. DOCUMENTS CONTRACTUELS APPLICABLES AU PRESENT MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, ce marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- L'annexe financière – Décomposition du Prix global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières ;
- Le cahier des clauses techniques particulières ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services issu de l'arrêté du 31 mars 2021,
- L'offre technique de la titulaire constituée des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre décroissant de priorité :
 - o Le cadre de réponse technique (CRT),
 - o Un manuel utilisateur accompagné de fiches techniques et de maintenances des différents équipements,
 - o Eventuellement un mémoire technique, avec tous les éléments qu'il juge nécessaires,
 - o Un planning prévisionnel remis par le titulaire dans son offre, conformément au CCTP,
 - o Le(s) catalogue(s) des éléments de collection de la luminescence, susceptibles d'être usées prématurément
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), le(s) tarif(s) ou la documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du marché.

Conformément à l'article R. 2191-46 du code de la commande publique, la remise au titulaire de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à une cession ou au nantissement du marché se fait sur demande écrite du titulaire.

Ces documents précités constituent l'intégralité du marché et des obligations du CNRS et du Titulaire.

IV. CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1. Description des équipements attendus

Les prestations attendues sont précisées dans le CCTP. Le titulaire a l'obligation de réaliser les prestations, conformément aux documents contractuels.



Le titulaire coordonne ses éventuels fournisseurs et doit alerter le CNRS sur tout événement dont il a directement ou indirectement eu connaissance, pouvant affecter les prestations ou les engagements des parties, y compris si cet événement est imputable au CNRS.

4.2. Modalités de livraison

La livraison du matériel fabriqué se fait aux conditions et aux adresses précisées ci-dessous.

La livraison s'entend rendue droits acquittés, dédouanés et détaxés DELIVERED AT PLACE UNLOADED (DPU) au sens des INCOTERMS 2020, aux adresses indiquées ci-dessous.

Avant toute livraison, le titulaire doit prendre contact à l'avance avec la personne désignée par le CIMAP du CNRS pour convenir d'une date et d'une heure précise de livraison selon les délais de prévenance indiqués ci-dessous. Les coordonnées de l'interlocuteur sont communiquées au titulaire après notification du marché.

A la livraison, le titulaire doit effectuer le déchargement du matériel. Il est de sa responsabilité de prendre les dispositions nécessaires pour assurer de manière sûre et opérationnelle le conditionnement, la manutention, le transport et la livraison de tous les éléments sur le site de livraison. L'ensemble de ces opérations sont effectuées selon les modalités prévues à l'article 7 du CCTP.

Tous les frais et les risques relatifs au transport jusqu'au lieu de livraison dont les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ainsi que les assurances, les éventuelles taxes de douanes et les coûts de transitaires sont à la charge exclusive et de la responsabilité du titulaire du marché. Tous ces frais sont inclus dans le prix forfaitaire du marché. La livraison des équipements du marché fait l'objet d'un bon de livraison fourni par le titulaire en double exemplaire et qui doit obligatoirement comporter, *a minima*, les mentions suivantes :

- L'identification du titulaire ;
- La date d'expédition ;
- Les références du marché (intitulé et numéro) ;
- L'identification des biens livrés (numéro de série) et la répartition par colis de la quantité des fournitures livrées.

La livraison est constatée par la signature du bon de livraison par la personne désignée par le CNRS mentionnée ci-dessus, dont chaque partie conserve un exemplaire.

Ce bon de livraison ne vaut pas réception (admission) du matériel livré. Il permet simplement d'attester de la date réelle de livraison. L'admission ne peut intervenir qu'après décision d'admission sans réserve formulée par le CNRS.

4.3. Mesures de sécurité

En complément de l'article 20 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du Code pénal précitées et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre, le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes



d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

4.4. Certification et sécurité des personnels

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS (<http://www.dgdr.cnrs.fr/fsd/>).

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des données concernées, en rapport direct avec l'objet du marché ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser les prestations demandées dans le cadre du présent marché.

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par le CNRS.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent marché. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le titulaire doit alors proposer immédiatement un remplaçant de niveau équivalent qui fait l'objet de la procédure d'agrément décrite ci-dessous.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

4.5. Mesures de portée générale



Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues à l'article 4.5 du présent CCAP.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire participant aux prestations du présent marché ne devront en aucune façon accéder à des informations classifiées. Ils devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent marché.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent marché. L'exécution du marché peut conduire le Titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du Service contractant, de tout élément connu dans le cadre du présent marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent marché.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner la résiliation sans indemnité, du marché à ses torts.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés seront conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation du marché sont restitués au CNRS.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du marché.

4.6. Lieu de livraison et délai de prévenance

La date est déterminée conjointement avec la personne habilitée dont les coordonnées seront indiquées sur le courrier de notification et sera confirmée au titulaire dans un délai raisonnable à l'approche de la date de livraison effective.

L'équipement doit être livré au bâtiment CIMAP, pièce 037, du GANIL à l'adresse suivante :



Centre de recherche sur les Ions, les Matériaux et la Photonique (CIMAP)
Boulevard Henri Becquerel CS 65133
14076 CAEN Cedex 05

4.7. Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG/FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

4.8. Gestion de suivi

Si, après notification du présent marché, un titulaire découvre qu'il a mal interprété les pièces constitutives du présent marché indiquées à l'article III du présent CCAP, cela ne pourra être accepté comme excuse pour dévier des spécifications techniques du CCTP du présent marché. Il doit respecter les exigences en conformité avec le présent marché et sans coût additionnel.

4.9. Modalités des échanges entre les parties

Les échanges d'informations et les notifications des décisions entre le CNRS et le titulaire sont formulés par voie électronique, et/ou par voie postale avec demande d'accusé de réception et de documents électroniques.

A compter de la notification, le CNRS et le titulaire se communiquent les adresses électroniques dédiées aux échanges. Les parties s'engagent à se signaler mutuellement les modifications apportées à ces adresses.

La documentation technique doit être envoyée par voie électronique permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

Les documents sont transmis sous fichiers .docx, .xls, .xlsx, ou .pdf ou sous un format spécifique indiqué dans le CCTP.

Après notification du marché, pour les correspondances écrites et les réunions relatives au marché, les langues autorisées sont le français et/ou l'anglais.

4.10. Les intervenants

A compter de la notification, le titulaire désigne la ou les personnes responsables de l'exécution des prestations et du suivi de la performance pendant toute la durée du marché et habilitées à le représenter pour toute question relative à son exécution.

De la même manière, le CNRS désigne la ou les personnes chargées du suivi de l'exécution.

En cas de changement de l'identité et/ou des coordonnées du ou des interlocuteurs, les parties s'engagent à s'en avvertir mutuellement et de transmettre l'identité et/ou les coordonnées du ou de la remplaçant, dans les meilleurs délais.

4.11. Clauses environnementales



Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'apporter des justifications, en cours d'exécution du présent marché sur simple demande du CNRS.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement durant l'exécution du présent marché, les éventuels modifications demandées par le CNRS afin de se conformer aux nouvelles règles donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties ; en application de l'article 7 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du Marché, notamment :

- En traitant les déchets liés à la fabrication, au conditionnement et au transport des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- En proposant des matériels économes en énergie et / ou en fluides ;
- En proposant des matériels constitués de matériaux recyclables ;
- En proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement.

V. CLAUSE DE REEXAMEN

5.1. Prolongation des délais d'exécution initialement prévus pour toute cause non imputable au titulaire et faisant obstacle à l'exécution du marché

Le présent article déroge partiellement à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

Le titulaire peut demander une prolongation de délai lorsqu'une cause, qui ne lui est pas imputable, fait obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels. Cette demande est transmise au CIMAP pour les motifs et dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du CNRS ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Cette demande peut également intervenir en cas d'impossibilité pour le titulaire de respecter les délais d'exécution du marché en raison de l'interruption temporaire de son activité imposée par une mesure émanant des autorités publiques du/des pays dans lequel(s) sont réalisés les éléments, et ceci en réponse notamment à une crise sanitaire majeure.

Les délais d'exécution sont alors prolongés d'une durée égale à l'interruption sans donner lieu à l'application de pénalités pour retard. Cette disposition s'applique sous réserve qu'il y ait eu entrave effective, et que le titulaire ait signalé les faits par écrits sous un délai d'une (1) semaine à compter de la mesure émanant de l'autorité publique du pays/des pays dans lesquels sont réalisés les éléments et entraînant l'impossibilité pour le titulaire de poursuivre temporairement l'exécution du marché.

5.2. Pénurie des matières premières provoquant un allongement des délais d'approvisionnement

Le présent article déroge partiellement à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

Si au cours de l'exécution du marché, un titulaire ne parvient pas exécuter les prestations à la suite d'une pénurie des matières premières provoquant un allongement des délais d'approvisionnement, il doit en informer le CIMAP afin de convenir avec de ce dernier de l'ouverture des négociations. Ces négociations ne peuvent pas donner lieu à un réexamen des prix forfaitaires. Les prix restent intangibles.

A cet égard, le titulaire concerné est tenu de soumettre à CIMAP un dossier motivé dans les quinze (15) jours calendaires suivants la rencontre entre le Titulaire et le CIMAP pour constater cette situation.

A compter de la réception du dossier complet susvisé, le CIMAP dispose de quinze (15) jours calendaires pour décider de l'ouverture de négociations avec le Titulaire, pouvant aboutir à un réexamen des délais contractuels sans application des pénalités de retard. En cas de silence gardé, celui-ci vaut refus.

Cette modification prend la forme d'un avenant. Cette modification ne peut avoir pour objet de modifier la nature globale du présent marché.

5.3. Évolutions technique proposée par le titulaire

Durant l'exécution du marché, toute évolution des spécifications techniques demandée par un titulaire doit faire l'objet d'une demande écrite. Cette demande est transmise au CIMAP. Ces évolutions ne peuvent modifier les exigences techniques posées par le CCTP.

Le CNRS dispose de 15 jours pour accepter ces évolutions. L'absence de réponse vaut refus.

Ces évolutions techniques ne peuvent donner lieu à un réexamen des prix indiqués dans l'offre du titulaire. Les prix restent intangibles.

VI. CATALOGUE(S) ET TRANSMISSION DES TARIFS POUR LES COMMANDES ET CLAUSE DE SAUVEGARDE SUR LES TARIFS CATALOGUE

Dès la notification de l'accord-cadre et à chaque ajustement des prix, le titulaire doit fournir autant de catalogues et tarifs (format informatique) de manière spontanée et à chaque demande des services du CIMAP.

Le document tarifs doit faire apparaître, au minimum :

- la référence du produit ,
- sa page dans le catalogue,
- son intitulé, son prix unitaire H.T et son prix unitaire TTC.

De plus, le titulaire fournit ses tarifs sur un fichier transmis par voie électronique au CIMAP.

Les tarifs pour les commandes hors BPU seront déterminés par les prix unitaires du catalogue tarifaire du titulaire, affectés de la remise qu'il a consentie.

Les parties conviennent que les prix pourront être ajustés, à la hausse comme à la baisse, en fonction des tarifs du catalogue en vigueur au moment de l'exécution des prestations, mécanisme dont l'impact était en tout état de cause limité par une clause de sauvegarde au-delà d'une augmentation annuelle supérieure à 3 %.

A noter, toutefois, que le volume de ces achats sur catalogue doit rester dans une limite raisonnable par rapport à l'ensemble des produits commandés, communément de l'ordre de 5 %, ceci afin de respecter le principe de la nécessaire définition préalable des besoins à satisfaire.



VII. OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1. Obligations du CIMAP

Lorsqu'il est demandé au titulaire d'être physiquement présent, le CIMAP s'engage à assurer que ses structures sont susceptibles d'accueillir, avec l'efficacité et la sécurité requises, les intervenants. Lorsqu'il est demandé une présence à distance, le CIMAP s'engage à mettre à disposition un lien de connexion au titulaire.

Le CIMAP s'engage à organiser dans le mois suivant la notification du présent marché, une réunion de lancement dans les conditions définies à l'article 4.2 du présent CCAP.

Le CIMAP s'engage à prévenir le titulaire dans un délai raisonnable de toutes modifications de dates et d'ordre du jour des réunions.

7.2. Obligation du titulaire

Lorsqu'il est demandé au titulaire d'être physiquement présent, le personnel doit se soumettre au contrôle d'accès en vigueur dans les locaux du CNRS. Il est expressément entendu que le personnel du titulaire demeure à tous les égards, le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés et déplacements).

Le titulaire s'engage à informer immédiatement le CIMAP de toute difficulté en cours d'exécution.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la personne responsable de l'exécution et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, et ce à sa charge.

Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée des prestations est entièrement pris en charge par celui-ci.

Le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** et doit strictement respecter les délais, coûts et niveaux de qualité prévus dans le cadre des documents contractuels du présent marché. Le CIMAP se réserve le droit de refuser une prestation se révélant non conforme aux exigences attendues.

Le titulaire ne peut être exonéré de son obligation qu'en raisons de circonstances exceptionnelles liées à une force majeure rendant l'exécution impossible.

7.3. Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG/FCS, les résultats obtenus dans le cadre de l'usage des équipements sont la propriété exclusive du CNRS, et ils échappent à ce titre à la propriété du Titulaire. Le titulaire n'a pas le droit d'utiliser les résultats obtenus dans le cadre de l'usage des équipements pour d'autres clients (exploitation commerciale).

VIII. CONFIDENTIALITE & PROTECTION DES DONNEES

8.1. Obligation de confidentialité



Le titulaire est tenu, sans limitation de durée et quelle que soit la cause de la fin du présent marché (résiliation ou bien expiration), par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations et documents de toute nature communiqués et/ou dont il a connaissance, écrits ou oraux, relatifs à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, que l'exécution du présent marché l'amène à connaître. Le titulaire reconnaît que toute divulgation lèserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

Le titulaire garantit que ses employés, co-traitants ou sous-traitants connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

En tout état de cause, les personnels du titulaire sont tenus à un engagement de confidentialité et de secret professionnel, conformément aux règles de déontologie et de secret professionnel applicables à la profession.

8.2. Protection des données

Dans le cadre de l'exécution du marché, des traitements de données à caractère personnel sont réalisés.

Les traitements effectués doivent être conformes au règlement n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et aux textes pris pour son application.

Les traitements sont également réalisés en conformité avec toute délibération et recommandation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Le CNRS est responsable des traitements et le titulaire du marché est sous-traitant au sens de la réglementation sur la protection des données.

Chaque Partie s'engage à respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données personnelles.

Les Parties assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données personnelles et documents contenus dans le périmètre relevant de leurs attributions.

Le CNRS en tant que responsable de traitement inscrit le traitement de données personnelles dans le registre des traitements de données tenu par la Déléguée à la Protection des Données du CNRS.

Conformément aux dispositions de l'article 28 du RGPD et de l'article 60 de la loi Informatique et libertés, le titulaire s'engage à :

Traiter les données uniquement dans le cadre du marché ;

Traiter les données conformément aux dispositions du marché et à toute autre instruction du responsable du traitement. Dans l'hypothèse où le titulaire estimerait qu'une instruction documentée du CNRS dans le cadre du marché pourrait être considérée comme illicite au regard du RGPD ou de la loi Informatique et libertés, il s'engage à en informer immédiatement le CNRS étant précisé que celui-ci sera seul juge de la validité des instructions données et que cette information ne saurait en aucun cas suspendre la bonne exécution du marché par le titulaire.



Le titulaire tient un registre des traitements des données qu'il opère pour le compte du CNRS. Ce registre peut être consulté à tout moment par le CNRS, ou par l'autorité de régulation compétente (Commission nationale de l'informatique et des libertés – CNIL).

Les Parties se communiquent le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données respectivement désigné.

Les Parties s'engagent à coopérer avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information ou de contrôle.

Chaque Partie demeure responsable des dommages qui lui seraient imputables concernant la protection des Données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement dans le cadre de l'exécution des Prestations (ex : fuite ou perte de données, intrusion informatique, etc.).

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du CNRS toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le CNRS ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Conformément, à l'article 5 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le marché. Si le titulaire considère qu'une instruction écrite constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le CNRS.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le CNRS pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du CNRS toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le CNRS ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au CNRS dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité entraînant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.



Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le CNRS, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du CNRS et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations du marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le CNRS des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au CNRS dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au CNRS le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire peut être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

IX. VERIFICATIONS

Il est fait application des articles 27, 29, et 30 à 33 du CCAG/FCS (vérifications et admissions de matériel) excepté pour les points qui suivent.

Les opérations de vérification, ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par le CIMAP.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, les opérations de vérification simples s'effectuent dans un délai maximum de deux jours ouvrés à compter de la date de notification de mise en ordre de marche de l'équipement par le titulaire, sous sa responsabilité et sans supplément de prix, en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles spécifiées dans le présent marché, dans les locaux désignés par le CIMAP.

Par dérogation aux stipulations de l'article 27.2.2 du CCAG/FCS, le CIMAP n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec le CIMAP pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

Les opérations de vérification qualitative se déroulent en deux étapes et sont définies dans le CCTP.

X. ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET



A l'issue des opérations de vérification, le CNRS prend sa décision dans les conditions prévues de l'article 30 du CCAG/FCS.

XI. GARANTIES

La période de garantie s'étend sur une période de 12 mois minimum et jusqu'à 24 mois dans le cas du déclenchement de la tranche optionnelle, à compter de l'admission de l'équipement. Elle couvre les pièces matérielles, la main d'œuvre et les frais de déplacement.

XII. RESPONSABILITE ET ASSURANCE

12.1. Responsabilités

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel, au CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

12.2. Assurance

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée d'exécution du présent marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel du CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante notamment pour le transport des équipements. Il doit produire à toute demande du CNRS une attestation à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

XIII. DISPOSITIONS FINANCIERES

13.1. Nature du prix

Le marché est traité à prix unitaires et forfaitaires.

L'euro est la monnaie de compte du marché. Les prix restent inchangés en cas de variation du change, que le titulaire soit ou non établi à l'étranger.

Les prix sont établis en tenant compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au marché. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire fixé dans l'annexe financière à l'acte d'engagement – DPGF pour la fabrication et la fourniture du matériel et pour la réalisation de l'ensemble des prestations associées décrites dans le CCTP et à prix unitaire pour la commande sur catalogue, pour les éléments de collection de luminescence susceptibles de s'user prématurément.

Les prix figurant dans la DPGF et les tarifs catalogue sont **réputés complets**.

Ils comprennent l'ensemble des frais afférents à la bonne exécution de l'ensemble des prestations, ainsi que tous les autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment

- Les coûts des matières premières et des fournitures ;
- Les coûts de fabrication des composants et des outillages ;
- Les coûts de cession des droits de propriété intellectuelle à titre non exclusifs sur la documentation et tous les éléments de documentation fournis par le titulaire ;
- Les coûts induits par les tests et contrôles effectués ;
- Les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations ;
- Les frais qui se rattachent au conditionnement, au stockage et à l'emballage ;
- Les coûts et risques liés au transport de l'équipement jusqu'au lieu de livraison ;
- Les coûts et risques liés au déchargement de l'équipement jusqu'à la salle d'installation ;
- Les coûts et risques liés à l'installation de l'équipement.
- L'équipement livré, une fois déchargé du moyen de transport et mises à disposition de l'acheteur au lieu de destination convenu (Delivery at Place Unloaded (DPU)) ;
- Les éventuels droits et taxes de douanes liées à l'exportation et à l'importation ;
- Les frais et primes d'assurances pour couvrir les risques liés à l'exécution du marché (lors de la fabrication, du stockage, ...) ;
- Les frais d'envoi des documentations techniques ;
- Les frais de manutention, de transport et d'envoi qui naitraient de l'ajournement ou du rejet des prestations ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- Les coûts induits pour la fourniture de la garantie de tous les composants du marché ;
- Toutes les autres dépenses nécessaires à la bonne exécution des prestations (y compris les frais déplacements notamment lors de la mise en œuvre de la garantie et les frais d'expédition et de réexpédition en cas de réparation en usine.

Les prix de référence des produits commandés sur tarif catalogue sont ceux du dernier catalogue édité par le titulaire et transmis au CIMAP, le taux de remise restant quant à lui intangible.

Pour toutes les réunions spécifiées aux articles du présent CCAP et au CCTP, les frais de transport, d'hébergement et de repas sont à la charge de la partie effectuant le déplacement. Pour le titulaire, ces coûts sont inclus dans son offre financière.

Au prix ainsi défini s'applique la TVA au taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

13.2. Modalités de révision des prix

Le prix des prestations fourniture, livraison, installation, mise en service ainsi que les prix de la première année de garantie des pièces sont fermes.

Le prix de la garantie des pièces est ferme la première année et révisable annuellement en application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0.15 + (0.85 \times (I/I_0))]$$

Dans laquelle :

P est la valeur mise à jour du prix P₀

P₀ est le prix d'origine à mettre à jour

I est la valeur de l'indice suivant au mois d'établissement du prix P₀ (mois de remise de l'offre) : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565195.



I0 est la dernière valeur du même indice connue à la date de révision des prix.

Le titulaire communique au CNRS ses nouveaux tarifs par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois minimum avant la date anniversaire du marché.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si la Personne Responsable du Marché (PRM) n'a pas fait d'observation dans un délai d'un (1) mois maximum à compter de leur date de réception.

Le prix est révisable à la hausse comme à la baisse, en fonction de l'évolution du tarif initial du titulaire (en vigueur à la date limite de remise des offres) qui doit mentionner la date de mise en application. Chaque nouveau tarif accepté par la Personne Responsable du Marché est considéré comme tarif contractuel de référence dans le cadre de l'exécution du présent marché.

L'indice de référence :

L'indice de référence du présent marché pour la révision des prix des prestations à réaliser est le suivant :

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 défini par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) disponible à l'adresse internet suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565195>

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs sont effectués au dix millième près.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent par l'intermédiaire d'un avenant :

- d'adopter l'index de remplacement,
- si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Les parties au contrat peuvent décider de ne pas appliquer cette révision d'un commun accord.

XIV. AVANCE

14.1. Applicabilité

Conformément aux conditions fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12 du code de la commande publique et par dérogation aux options A et B définis à l'article 11.1 du CCAG/FCS, une avance peut être accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial de celui-ci est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Dans le cas où le titulaire peut bénéficier d'une avance, son montant correspond à 30 % du montant global et forfaitaire du prix forfaitaire toutes taxes comprises.

Dans l'hypothèse où le titulaire du marché peut prétendre au versement d'une avance, il est invité à indiquer dans son offre s'il souhaite en bénéficier ou s'il y renonce, en utilisant par exemple le formulaire de réponse à la proposition d'avance, prévu dans l'acte d'engagement.

Cette avance n'est pas révisable.

14.2. Modalités de règlement et de récupération de l'avance



Le versement de l'avance est effectué en une seule fois dans les trente (30) jours suivant la notification du présent marché.

L'avance n'a pas le caractère de paiement définitif, le titulaire en est le débiteur jusqu'au règlement définitif suivant.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées qui figure à un décompte mensuel atteindra 65 % du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant du marché.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

XV. VERSEMENT DES ACOMPTES

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG/FCS, les modalités de règlement des acomptes s'effectuent comme suit :

- 10 % du montant HT de l'Équipement et les taxes correspondantes à l'acceptation par le CEA et le CNRS du planning mis à jour remis après la réunion de lancement,
- 15 % du montant HT de l'Équipement et les taxes correspondantes après validation par le CEA et du CNRS des choix définitifs de conception,
- 35 % du montant HT de l'Équipement et les taxes correspondantes à la constatation du lancement des approvisionnements principaux dûment individualisés au nom du CEA et du CNRS et contrôlés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- 20 % du montant HT de l'Équipement et les taxes correspondantes après la livraison de l'Équipement,
- 20% du montant HT de l'Équipement et le solde des taxes à la signature, par les deux Parties, du procès-verbal de réception sans réserve.

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.3 du CCAG-FCS. Cette demande devra être remise au comptable assignataire chargé du paiement à l'adresse indiquée à l'article XV du présent CCAP après admission des prestations correspondant à la demande d'acompte.

Les acomptes peuvent être versés uniquement après l'établissement d'un service fait partiel.

Il est entendu par service fait la résultante de la décision d'admission des prestations par le CNRS.

La décision d'admission fait suite aux opérations de vérification effectuées dans les conditions prévues par le marché.

XVI. MODALITES DE REGLEMENT

Pour les équipements CEA (e-Diamant/détaillés dans le CCTP) :

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces



justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison, ...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

Pour les équipements CNRS (MatQuant-2/détaillés dans le CCTP) :

Le règlement est effectué mensuellement, **après service fait**, sur présentation de la facture du titulaire reprenant l'exécution effective au regard du prix et du bon de commande correspondant adressés au CNRS, par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro.

Il est entendu par service fait la résultante de la décision d'admission des prestations par le CIMAP.

Le délai applicable pour effectuer la constatation et la certification court à compter du lendemain de l'exécution des prestations. Il ne pourra excéder 15 jours ouvrés. A l'issue de ce délai la décision d'admission est réputée acquise.

Les factures afférentes aux paiements sont établies en un original et doivent comporter outre les mentions légales :

- le numéro du bon de commande correspondant ;
- la référence du présent marché ;
- le code service de l'entité CNRS facturée : UMR6252 ;
- le code division : 3763 ;
- la désignation des prestations et les éléments relatifs à l'exécution : lieux, dates et délais ;
- la dénomination CIMAP ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le prix hors taxes et toutes taxes comprises.

En cas d'interruption des prestations liée notamment à la radiation de la procédure, au désistement d'instance, au retrait de l'acte attaqué, de transaction, le bon de commande et le service fait sont considérés comme exécutés à hauteur des prestations effectuées en fonction des diligences accomplies et du nombre d'heures réellement exécuté.

Conformément l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, **le délai global de paiement (DGP)** des sommes dues par le CNRS est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture transmise par le titulaire via le portail Chorus Pro, sous réserve de la validation du service fait par les services du CNRS. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date du service fait est constatée par le service ordonnateur et la date de la réception de la demande de paiement est constatée par le Service centralisé de traitement de la dépense (SCTD). À défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date. Le délai global de paiement expire à



la date du règlement par le comptable au sens du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

En application des dispositions des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 du Code de la commande publique, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le dépassement du délai de paiement peut donner lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros (décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012).

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIP original.

Le titulaire s'engage à informer la délégation régionale de toute modification de son RIB / RIP.

L'ordonnateur de la dépense, pour le CNRS, est la Déléguée régionale de Paris-Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris cedex 16.

Le comptable assignataire chargé du paiement, pour le CNRS, est l'Agent secondaire de la Délégation de Paris-Normandie du CNRS – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris cedex 16.

L'ordonnateur de la dépense, pour le CEA, est le Directeur de l'IRAMIS – Site de Saclay – 91190 Gif-sur-Yvette.

Le comptable assignataire, pour le CEA, est la comptable du contrôle de gestion – Site de Saclay – 91190 Gif-sur-Yvette.

Le fonctionnaire habilité à donner les renseignements, prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 et R. 2393-42 à R. 2393-44 du Code de la commande publique, est la Déléguée régionale de Paris-Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 PARIS CEDEX 16.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

XVII. PENALITES

- Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG FCS, en cas de non-respect des délais, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la formule suivante : $P = V \times R / 100$, dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant hors TVA de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.



P ne peut dépasser 30% de V

- Absence aux réunions : 150€ pour chaque absence constatée ou retard de plus d'une heure. Toutefois, elle peut ne pas être appliquée si une justification valable est fournie, au plus tard 48 heures avant le rendez-vous.
- Non-respect de la protection des données à caractère personnel : 1000 € par constat d'une donnée personnelle rendue publique.
- Non-respect des engagements environnementaux : 200 €
- Pénalité relative au non-respect du Code du travail après mise en demeure : En application des dispositions de l'article L. 8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le bénéficiaire enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser la situation et peut appliquer au titulaire une pénalité de 200 € par jour ouvrable de retard. Le titulaire, ainsi mis en demeure de faire cesser cette situation, doit apporter au bénéficiaire la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. A défaut de correction par le titulaire des irrégularités signalées dans le délai mentionné par le CIMAP, le CNRS peut résilier le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

XVIII. RESILIATION

18.1. Résiliation sans faute

Le CNRS se réserve la possibilité, à tout moment, et sans faute du titulaire, de mettre fin au marché avant l'achèvement de celui-ci, par une décision de résiliation notifiée au titulaire dans les cas où le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ou pour un motif d'intérêt général.

La résiliation du marché prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire, ou à défaut à la date de notification.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, la résiliation non constitutive d'une faute du titulaire n'entraîne pas le versement d'indemnité à celui-ci, à l'exception des frais engagés pour la réalisation des prestations.

18.2. Résiliation pour faute

En cas de cumul de pénalités, telles que prévues à l'article XII du présent CCAP, d'un montant atteignant 10 % du prix global et forfaitaire (prix HT, exonéré de TVA), le CNRS se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute et aux torts du titulaire, à tout moment, sans indemnité, ni mise en demeure.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas de résiliation pour faute, le CNRS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

En cas de non-respect de l'article 5.3.4. du présent CCAP, le CNRS peut procéder à la résiliation du marché aux torts du Titulaire.

Les autres dispositions du CCAG/FCS, notamment celles du chapitre 7, s'appliquent sans aucune autre restriction.

18.3. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

XIX. LITIGES

Le titulaire s'engage à résoudre à l'amiable tout différend survenu lors de l'exécution du marché. En cas de persistance du litige, celui-ci est réglé par les lois et règlements du droit français.

La juridiction compétente pour connaître des litiges s'élevant dans le cadre du présent marché est le tribunal administratif de Paris.

XX. DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG/FCS

Cette liste est non exhaustive.

Articles du CCAP	Articles du CCAG/FCS
Article III (Documents contractuels applicables)	Article 4.1
Article V (Clause de réexamen)	Article 13.3
Article 6.3 (Propriété intellectuelle)	Article 37
Article VIII (Vérifications)	Article 28 et 27.2.2
Article 13.1 (Avance)	Article 11.1
Article XVI (Pénalités)	Article 14
Article XVII (Résiliation)	Article 38